

Franck Orban

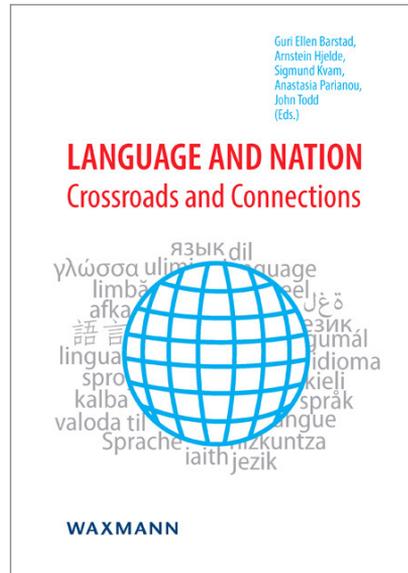
Le lepéno-gaullisme: nouvel avatar du Front National ?

.....

Guri Ellen Barstad,
Arnstein Hjelde, Sigmund Kvam,
Anastasia Parianou, John Todd
(Hrsg.)

Language and Nation Crossroads and Connections

2016, 320 pages, pb, € 44,90,
ISBN 978-3-8309-3497-4
E-Book: € 39,99,
ISBN 978-3-8309-8497-9



© Waxmann Verlag GmbH, 2016

All rights reserved. No part of these pages
may be used for any purpose other than
personal use.



WAXMANN

Steinfurter Str. 555
48159 Münster

Fon 02 51 – 2 65 04-0
Fax 02 51 – 2 65 04-26
info@waxmann.com
www.waxmann.com

Order

Internet: www.waxmann.com/buch3497
E-Mail: order@waxmann.com
Fon 02 51 – 2 65 04-0
Fax 02 51 – 2 65 04-26

Franck Orban

Le lepéno-gaullisme: nouvel avatar du Front National ?

Abstract

This chapter deals with a minority within the leadership of French far right party National Front who want to frame NF as the sole holder of the Gaullist tradition. We first take a look back at the paradoxical relationship between French far right and more specifically National Front and Gaullism. The idea of any ideological convergence between Gaullism and far right extremists has never been obvious. However, some elements in Gaullism can suggest that rather two different political families share some values. This chapter then looks at the evolution of NF since the early 1970s until now to determine to what extent NF's current narratives fit better into the main political system and have become a viable tool for political achievement. This chapter concludes with the idea that in order to win future presidential elections in France, Nation Front could indeed be tempted to merge Gaullism and Frontism into a new hybrid ideology, Lepeno-Gaullism, or eventually Marino-Lepenism.

Keywords: Front National, France, Gaullism, far right, nationalism

1. Introduction

Dans son ouvrage *Abécédaire de l'in-nocence*, publié en 2010 chez David Reinharc (Camus 2010), ainsi qu'à l'occasion de trois interventions publiques la même année, Renaud Camus, souvent associé au courant de pensée de droite nationale ou identitaire, a introduit la formule de « grand remplacement. » Il a repris celle-ci l'année suivante dans un livre éponyme. Cette idée décrit un processus de substitution massive de la population d'origine européenne présente sur le territoire français par une population extra européenne d'origine noire ou maghrébine. Dans l'esprit de l'auteur, cet échange de peuple équivaut à un basculement civilisationnel, la France cessant dès lors d'appartenir de par sa « race » et sa « culture » à l'Europe. Le terme de « grand remplacement » fait écho à d'autres thèses similaires comme celle d'*Eurabia*, lancée après 9/11 par l'essayiste d'origine égyptienne Bat Ye'or (alias Gisèle Littman-Orebi), qui a été progressivement popularisée dans les milieux contradjihadistes dans les années 2000. Le terroriste norvégien Anders Behring

Breivik, auteur des attentats d'Oslo et d'Utøya en juillet 2011, en est encore l'exemple le plus terrifiant (Orban 2015, 199–233).

Nous prendrons ici la liberté de détourner le terme camusien de « grand remplacement » pour l'appliquer à un autre contexte qui, pour être différent, n'en est toutefois pas étranger. En effet, certaines voix au sein du Front National, dirigé depuis janvier 2011 par Marine Le Pen, se sont lancées dans un audacieux exercice de réécriture de l'histoire, à savoir capturer l'héritage gaulliste pour faire du Front National le seul parti politique en France défendant « encore » les valeurs fondamentales du gaullisme. Ce courant du FN reste encore minoritaire. Il est le fait de responsables tels que Gaëtan Dussausaye, directeur national du Front National de la Jeunesse depuis octobre 2014, et encore davantage du vice-président du parti Florian Philippot, ex-chevènementiste, qui aime à se définir comme un gaulliste invétéré. En campagne aux élections municipales de Forbach le 11 décembre 2013 avec une affiche électorale sur laquelle apparaît une croix de Lorraine entrelacée avec le logo du FN, ce dernier part se recueillir sur la tombe du Général à Colombey-les-Deux-Eglises, n'hésitant pas à déclarer que « le FN est un parti gaulliste » (De Boissieu 2013).

Cette prise de position suscite trouble et controverse au sein du FN. Marine Le Pen concède peu de temps après dans une lettre privée « à ses amis pieds-noirs et harkis » douter du fait que le FN soit un parti gaulliste au sens d'une adhésion totale à la politique menée par le général de Gaulle durant sa présidence de 1958 à 1969, date de son échec au référendum sur la réforme du Sénat et sur la régionalisation (Grosjean 2014). La même personne a pourtant affirmé un mois plus tôt en novembre 2013 que l'UMP a « trahi » la mémoire du grand homme, se demandant même comment des gens peuvent se dire héritiers du général de Gaulle en bradant au quotidien la souveraineté de la France (Marine Le Pen 2013). Suprême exercice de voltige réalisé le 9 novembre 2014 sur France 3, la présidente du FN se définit elle-même comme « gaullienne » et non « gaulliste ». Cette prouesse sémantique repose sur un double constat : celui d'une concordance avec de Gaulle s'agissant du souci de la souveraineté de la France et du refus d'une Union européenne privant le peuple français de sa souveraineté et celui d'une discordance à propos de la guerre d'Algérie et de la souffrance des pieds-noirs et des harkis. On devine une grande ambiguïté dans le rapport que le FN entretient à de Gaulle et au gaullisme. L'idéal serait en fait de parvenir à n'être ni l'homme ni son parcours politique tout en faisant main basse sur le symbole qu'il représente et sur des pans entiers de sa vision politique. Plus facile à dire qu'à faire.

A gauche comme à droite, cette allégeance au gaullisme éveille protestations et dégoût chez ceux qui se reconnaissent des idées du général. Invité sur le plateau de FR3 Franche Comté en décembre 2013, Jean-Pierre Chevènement (2013), ancien ministre démissionnaire de François Mitterrand et ex-président du Mouvement des Citoyens, se demande « comment le FN, parti des anciens collabos

et des anciens de l'OAS, pourrait-il devenir un parti gaulliste? » Même son de cloche entendu à droite, où Henri Guaino, ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, ainsi que l'ancien ministre de l'homme du 18 juin Jean Charbonnel, critiquent avec véhémence la tentative de récupération frontiste, qu'ils qualifient de « contresens complet et de regrettable confusion entre gaullisme et souverainisme » (Faye 2013).

Si le « grand remplacement » frontiste pose un problème sérieux de justification autant politique qu'historique (n'oublions pas que Jean-Marie Bastien-Thiry, qui tente d'assassiner le général de Gaulle lors de l'attentat du Petit-Clamart le 22 août 1962, a appartenu à l'organisation politico-militaire clandestine antigauilliste OAS), il n'en demeure pas moins un choix stratégique rationnel pour un FN à présent lancé à l'assaut du pouvoir. L'OPA à peine masquée sur la symbolique gaulliste prolonge un processus de longue haleine entamé par Le Pen-père visant à dédramatiser le Front National et à gommer le sempiternel clivage droite-gauche en décrédibilisant les deux ailes politiques à la fois (Houchard, 2015). Or, le gaullisme est une référence culturelle toujours incontournable pour tout parti qui s'inscrit dans la perspective de défense de l'intérêt national. Si le succès d'une telle entreprise reste incertain, il est néanmoins judicieux de procéder à un retour aux sources et à un réexamen de la relation entre le gaullisme et l'extrême droite, et par extension entre le gaullisme et le Front National. Cet article rappelle dans un premier temps comment l'extrême droite en France s'est reconstruite à partir des années 1950 dans une opposition viscérale au gaullisme et à de Gaulle, mais aussi dans une certaine forme de fascination pour le mythe de l'homme fort « version gaullienne ». Nous reviendrons dans un second temps sur les phases de mutation du Front National depuis sa création en soulevant la question de son rapport aux autres mouvances d'extrême droite, aux partis de droite et enfin aux idées de gauche. En guise de conclusion, nous resituerons le lepéno-gaullisme dans la trajectoire historique du FN afin de poser la question suivante : le gaullisme est-il soluble dans le lepénisme ?

2. Aux racines du Front National : l'antigaullisme

En décembre 2010, c'est-à-dire peu de temps avant la reprise en main du FN par Marine Le Pen, Abel Mestre s'étonne dans *Le Monde* de la nouvelle ligne politique choisie par Louis Aliot, ancien secrétaire général du FN, compagnon et proche conseiller de Marine Le Pen. Ce dernier utilise une rhétorique qui se déclare ouvertement héritière du gaullisme, arguant que les priorités du Front National coïncident avec l'approche gaullienne et correspondent à l'esprit de la Vème République. Si le de Gaulle de l'indépendance de l'Algérie reste impardonnable, souligne Aliot, celui de l'instauration d'un régime fort correspond au corpus idéologique du FN. Il est intéressant de constater que certains frontistes, comme avant eux une partie

de l'extrême droite française, nourrissent envers le gaullisme et la personnalité du Général une relation ambiguë marquée du sceau de l'attraction et de la répulsion (Mestre 2010).

2.1 *La trace de De Gaulle dans la conscience nationale*

Il faut d'abord rappeler la place occupée par de Gaulle dans l'esprit des Français. Le souvenir du général reste intimement lié à celui de périodes sombres de l'histoire du pays et à un vocabulaire teinté d'expressions souvent mal comprises telles que « grandeur », « fierté » et « puissance. » De Gaulle incarne une figure providentielle qui se dresse dans les moments de tempête et d'effondrement national. Il n'est pas le seul à avoir une telle ampleur dans le Panthéon national. D'autres noms aussi illustres que ceux de Clemenceau, Poincaré, Doumergue, Pinay ou encore Mendès France, voire Philippe Pétain entre 1917 et 1918, ont vu leur rôle salvateur définitivement reconnu par la nation quand ils se sont montrés capables de redresser un pays au bord du gouffre, ont osé réconcilier des antagonismes inexpugnables ou encore quand ils ont couru le risque de réformer les institutions et l'État.

Aucun d'entre eux n'aura cependant jamais pris une dimension historique comparable à celle de De Gaulle. Peut-être vivons-nous encore aujourd'hui sous les oripeaux de la Vème République, fondée par la volonté même de l'homme du 18 juin 1940 et du 13 mai 1958. Sans doute aussi parce que ce dernier a sauvé le pays non pas à une reprise, mais deux, voire trois. D'abord à la suite du *collapsus* de l'armée française devant les troupes allemandes en 1940 et des années d'Occupation et de Collaboration. Ensuite face au risque de guerre civile et de putsch militaire en mai 1958 et en avril 1961, quand la crise algérienne menace de précipiter le pays dans le chaos et la tentation totalitaire. De nombreuses personnes s'accordent enfin à dire que de Gaulle a sauvé la nation de l'anarchie en mai 1968. L'historien Raoul Girardet parle à ce titre d'au moins deux figures salvatrices du Général : celle du *Sauveur-Moïse*, prophète qui conduit son peuple « vers la terre promise » à l'occasion du défilé sur les Champs-Élysées le 26 août 1944 et celle du *Sauveur-Solon*, législateur et homme d'État qui rompt avec le passé quand il revient aux affaires en mai 1958 après la fameuse « traversée du désert » pour initier une refonte totale du système politique (Girardet 1986, 75).

Une autre raison qui peut expliquer la permanence du mythe gaullien tient à deux faits précis. Peu de figures salvatrices parviennent tout d'abord à traverser l'épreuve du temps. Thiers, Boulanger et Pétain se sont heurtés à la réalité du pouvoir et à un jugement de l'histoire qui, *a posteriori*, a quelque peu altéré et désacralisé leur aura de « sauveur de la nation ». D'autres comme Doumergue ou Clemenceau n'ont pas démérité, mais ont pourtant sombré dans les oubliettes de l'histoire. De Gaulle incarne encore *a contrario* de nos jours le mythe national dans ce qu'il a de plus monolithique aux côtés de figures aussi illustres que celles de

Jeanne d'Arc, de Louis XIV ou encore de Bonaparte. Il cumule les formes d'exemplarité présentes dans la culture française : libérateur de la patrie ; père fondateur de la République ; éducateur civique et enfin protecteur de la Nation. Son départ peu glorieux du pouvoir suite au référendum de 1969 a de surcroît ajouté une touche de martyr à sa légende, ce qui est en phase avec une culture française toujours imprégnée de moralisme et d'imaginaire catholique.

Comme le note avec justesse Sudhir Hazareesingh, de figure publique dominante de sa génération, de Gaulle est passé à une incarnation idéale et transcendante du politique. Il est LA référence et LE modèle à suivre, bref, l'incarnation du mythe politique absolu. Il semble aussi que l'homme providentiel soit une denrée plutôt rare en ces temps de crise et qu'il a abandonné le paysage politique avec la disparition de De Gaulle (Hazareesingh 2010, 100). Didier Fischer note que les grands hommes ont cédé leur place à des « sauveurs aux petits pieds » tels que François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac ou encore Nicolas Sarkozy, marquant par là le passage d'une démocratie représentative conduite par un leader seul et incontesté à un régime d'opinion où les représentants de la Nation vivent sous le contrôle permanent de l'opinion publique (Fischer 2009, 135). Le mythe gaullien reste pour toutes ces raisons omniprésent dans la société française. Et c'est bien parce que cette domination est installée qu'elle est un fait politiquement incontournable pour tout parti politique qui se respecte.

En voici quelques exemples. En mai 2011, un sondage IFOP (Sud-Ouest 2011) a révélé qu'une majorité de Français voient en de Gaulle le président de la Vème République qui a le plus changé la France. Avec 45 %, il devance clairement Mitterrand (29 %), Sarkozy (11 %) et Chirac (8 %). Pour la commémoration jumelée du centenaire de sa naissance, du cinquantième de l'Appel du 18 juin et du vingtième anniversaire de sa mort en 1990, des manifestations publiques dans tout le pays le désignent « homme du siècle » (Marcot et Oulmont, non daté). Mieux encore. Une émission télévisée diffusée le 14 mars et le 4 avril 2005, *Le Plus Grand Français de tous les temps*, plébiscite de Gaulle comme étant la figure la plus marquante de l'histoire de France devant Louis XIV, Jean Jaurès, Jeanne d'Arc ou encore Napoléon Bonaparte. Ceci 35 ans après la disparition du général.

La dimension historique de De Gaulle s'enracine de surcroît dans le souvenir qu'ont les Français de la relation charnelle que ce dernier entretenait avec son projet pour la France. On reconnaît que ce dernier montrait un désintéressement total quant à sa personne. Jean Charlot rappelle peu de temps après le départ du pouvoir du général que seule comptait pour lui l'ambition nationale, et que celle-ci fut incarnée par une politique étrangère visant au renforcement de la position de la France, de son « rang », dans le concert des nations (Charlot 1970, 164). Une approche plus récente tend à expliquer le gaullisme comme une tentative de rassemblement d'une nation traumatisée par l'Occupation, la Collaboration et par une suite de défaites politiques et militaires dans des conflits coloniaux qui se sont

étirés jusqu'à la signature des accords d'Evian en mars 1962. Cette tension autour d'une ambition collective qui pouvait faire jouer à la France un rôle mondial à la mesure de son « génie », a visé à rétablir une unité nationale fragilisée (Cerny 1980, 6–7). La « grandeur » a porté à bout de bras l'idée qu'une nation qui doutait d'elle (approche décliniste maurrassienne) pouvait renaître de ses cendres (approche moraliste de Péguy) par l'effort partagé, l'abnégation et une conduite exemplaire. L'intelligence politique de De Gaulle a justement résidé dans le fait de comprendre que la question de la grandeur française ne se posait plus en termes de quête ou de restauration du prestige, mais comme une obligation de se battre pour la survie de la nation. Le Général (De Gaulle 1959, 237) rappelle ainsi dans ses *Mémoires de guerre* que sans ambition et sans volonté de dépassement, le pays perdrait à la longue jusqu'à ses raisons d'exister. L'apport essentiel de De Gaulle à l'histoire de la France aura été de prémunir le pays contre le risque d'implosion ou de déliquescence à travers l'énonciation d'un projet ambitieux, à fort contenu psychologique – certains diront métaphysique –, parce que posé en terme existentiel, et qui interdit tout retour en arrière vers la médiocrité et l'impuissance (Orban 2011, 214–217).

Ce projet politique intraverti se présente comme un ouvrage à trois étages. Le premier marque la renaissance morale et le consensus national qui doivent transcender des divisions jamais tranchées sous la IIIe et IVe République, tout en ramenant les limites géographiques de la France aux dimensions hexagonales. Dans un second temps, le projet gaullien prévoit d'accélérer le redressement intérieur grâce à l'ouverture vers le marché libéral, tout en favorisant une plus grande indépendance politique de la France vis-à-vis de l'extérieur. Il se révèle ainsi être une interface intelligente entre d'un côté le besoin de cohésion interne de la Nation et de l'autre celui de son ouverture vis-à-vis du monde extérieur. Il constitue de surcroît un antidote efficace face à la tentation de repli et un tremplin vers le renforcement de l'Etat central et du chef de l'Etat, garant de l'intérêt national. Ce qui tranche avec les hésitations des régimes politiques antérieurs. Le projet gaullien vise par conséquent à réhabiliter l'image que les Français ont de leur pays par un syncrétisme entre la sublimation du sentiment national et la volonté d'indépendance. A une époque charnière où le monde change d'échelle, ce mélange produit une grille de lecture dirigée vers le retour de la confiance en soi et vers le rôle que la France peut jouer dans le monde. De Gaulle ne niera jamais la perte d'influence de la France. Mais il s'évertue à en dédramatiser la réalité en drapant celle-ci d'une prise de conscience que le pays peut encore jouer un rôle significatif dans l'arène internationale si les Français en montrent la volonté (Cerny 1980, 81).

Selon le sociologue Alfred Grosser, le Général aura ainsi réalisé en une décennie la transition entre ce qui était encore un « nationalisme de ressentiment » sous la IVe République et une nouvelle forme de « nationalisme décomplexé » sous la Ve République (Grosser 1961, 399). Ce nationalisme assagi, au bout du compte plus déclamatoire qu'opératoire, ramène la paix intérieure et restaure par ricochet une

certaine influence internationale de la France (Hoffmann 1974, 315). De Gaulle fait jouer à celle-ci le rôle que lui permettent ses moyens à un moment donné de la rivalité globale entre les superpuissances. Ceci démontre bien, comme le rappelle encore Jacques Chirac (un des héritiers du gaullisme) le 15 janvier 1983 dans *Le Monde*, que le gaullisme n'est pas une idéologie figée, mais une pensée politique en mouvement tendue vers l'action.

2.2 *L'antigaullisme de l'extrême droite*

Voici posée la place du gaullisme et de De Gaulle dans le Panthéon français. Comment se positionne l'extrême droite par rapport à une telle vision du nationalisme français? Il est exagéré de dire que la rancœur de celle-ci envers de Gaulle remonte aux événements d'Algérie. Elle date en fait de l'entre-deux-guerres, quand le capitaine de Gaulle se permet déjà de critiquer les choix et l'ingénuité d'une hiérarchie militaire dans laquelle on trouve de nombreux « nationalistes ». Pour de Gaulle, ceux-ci sont incapables de penser en termes nouveaux, qu'il s'agisse de guerre mécanisée ou de guerre de mouvement. La pensée stratégique française paraît tout aussi statique que la ligne Maginot sensée protéger la France d'une hypothétique invasion allemande. On se souvient également que de Gaulle publie en 1934 *Vers l'Armée de métier*, dans lequel il propose de créer une armée professionnelle à côté de la conscription, tout comme il songe à recourir massivement à la mécanisation de l'armée française. Cette idée est réitérée dans un mémorandum intitulé *L'Avènement de la force mécanique* et écrit sous forme de violent réquisitoire contre la stratégie du grand état-major. Celui-ci est envoyé à 80 personnalités en janvier 1940, dont Blum, Reynaud, Gamelin et Weygand. Ignoré par la hiérarchie militaire en France, il sera repris à l'étranger par l'Allemand Guderian (avec les conséquences que l'on sait) et par le Britannique Liddell Hart.

L'Appel du 18 juin 1940 et l'entrée en résistance de De Gaulle contre le régime établi par Pétain lèvent cependant toute ambiguïté quant aux espoirs de récupération de De Gaulle par les nationalistes. Le refus affiché de suivre le maréchal déclenche contre lui les foudres d'une extrême droite qui se scinde rapidement en trois courants. Le premier, sur le modèle de Jacques Doriot et de son *Parti Populaire Français* (PPF), soutient avec ferveur la révolution totalitaire nazie. Le second, à l'instar du *Rassemblement national populaire* (RNP) de Marcel Déat, prône l'idée biaisée d'une renaissance nationale qui surgirait du régime réactionnaire et autoritaire de Vichy engagé dans la collaboration avec l'occupant. Le troisième courant ultra minoritaire, notamment représenté par le colonel de La Rocque (ancien président des Croix-de-Feu), entre quant à lui en résistance autant par nationalisme que haine farouche envers le pangermanisme nazi. C'est aussi le cas pour une minorité de personnes ayant fait partie de la *Cagoule*, organisation d'extrême droite apparue vers 1937 et aux multiples ramifications dans les réseaux militaires (Wi-

nock 1994, 192). Les deux premiers courants dépeignent de Gaulle comme un traître à la nation au service de l'anti-France et à la solde des Anglo-saxons, tandis que le régime de Vichy le présente tour à tour comme l'ami des Juifs, des Francs-maçons, du Front populaire ou encore des Communistes.

C'est une chose que n'oubliera pas de Gaulle une fois la paix revenue. Aucune mouvance d'extrême droite n'est représentée comme telle au *Conseil national de la Résistance*. Aucune personnalité issue de cette mouvance n'est membre d'un de ses gouvernements, y compris dans le *Gouvernement provisoire de la République française* en juin 1944, qui doit théoriquement refléter le rassemblement de toutes les forces de libération. De Gaulle ne déviera pas de cette ligne. L'extrême droite est la seule famille politique à ne jamais travailler avec lui hormis par contacts informels. En dépit de certains gestes concrets comme le vote de la loi d'amnistie du 5 janvier 1951, qui lève l'inéligibilité dont sont frappés les collaborateurs et qui permet la libération de personnes condamnées à la dégradation nationale, ou encore le refus de De Gaulle de faire condamner le maréchal Pétain à la peine de mort, l'extrême droite nourrira envers De Gaulle une haine farouche, récusant toute accusation de trahison devant l'histoire. Elle invoquera bien au contraire la théorie « du glaive et du bouclier » selon laquelle Pétain et de Gaulle auraient chacun à leur façon défendu la France, le premier de l'intérieur par la collaboration forcée avec l'occupant et l'organisation d'une résistance secrète et le second de l'extérieur par le concours apporté aux alliés – avant que de Gaulle ne trahisse le Maréchal. Les plus irascibles imputeront la responsabilité globale de la guerre à la gauche, puis aux Juifs (Baudinière 2003, 56).

Plus commune est l'accusation portée contre de Gaulle d'avoir provoqué une guerre civile en assimilant les opposants à sa politique à des traîtres à la Nation (Venner 2010, 155; 192–193). Sans oublier une épuration qualifiée de « révolution et de catastrophe morale », car frappant indistinctement « [...] quelques coupables et un grand nombre de gens sincères, dont le seul crime avait été de placer leurs espoirs dans une illusoire « Révolution nationale, » et détruisant [...] le tissu social, intellectuel et politique d'une possible renaissance nationale » (Venner 2006, 444). Cette ligne de défense ne parviendra jamais à imposer une relecture plus positive du rôle de l'extrême droite pendant la Seconde Guerre mondiale, tout comme elle faillira à enrayer le déclin politique, moral et électoral qui la réduira à une peau de chagrin après 1945. À l'exception des sursauts de 1956 et de 1965 (c'est-à-dire l'épisode poujadiste et le score de Tixier-Vignancour aux présidentielles de 1965), l'extrême droite stagnera pendant trente ans à moins de 2% des votes avant que le Front National ne la sorte de la torpeur et de la tentation toujours présente de recourir à l'activisme violent (Winock 1994, 217).

Au retour de De Gaulle au pouvoir en 1958, l'évidence d'un mur infranchissable entre lui-même et l'extrême droite saute aux yeux des observateurs avisés. Car le général considère que le suffrage universel est l'unique source de légitimité de son

pouvoir, tout comme il estime que le peuple est le seul souverain véritable. C'est dans l'acceptation des grands principes démocratiques que réside la différence majeure entre le gaullisme – que René Rémond (1982, 316–318) n'hésite pas à qualifier de « nationalisme intégral » héritier du bonapartisme –, et cette autre forme de nationalisme inégalitaire et populiste qui plonge ses racines dans le boulangisme, le maurrassisme et plus récemment le poujadisme. Or, ces deux nationalismes semblent inconciliables.

Le choc du virage politique de 1958 absorbé (constitution de la Ve République adoptée par référendum, régime présidentiel instauré), l'extrême droite voit dans le processus d'indépendance de l'Algérie initié par de Gaulle dans la déclaration du 16 septembre 1959 en faveur de l'autodétermination l'occasion si longtemps attendue de se « refaire une santé » et de repasser du côté des défenseurs de la nation (Winock 1994, 236). Pour elle, il ne fait aucun doute que de Gaulle lâche volontairement l'Algérie au profit du FLN. Contrairement à ce qu'affirme la vulgate gaulliste, il ne s'agit nullement d'un grand homme qui va dans le sens de l'histoire, mais d'un chef d'Etat autoritaire qui ne parvient jamais à imposer sa stratégie et à atteindre ses objectifs (Venner 2010, 248). L'affaire algérienne permet d'accuser le gaullisme de trahison envers les Français d'Algérie et les harkis et de collaboration avec l'ennemi FLN (Rioux 1994, 235–236). Cette extrême droite revancharde est en fait à la recherche d'un nouveau « 13 » mai et d'un nouveau « 18 » juin dont de Gaulle serait cette fois-ci la victime désignée. D'abord inscrite dans un mouvement de masse en Algérie française (FAF; Front de l'Algérie française) comme en métropole (FNAF; Front National pour l'Algérie française), l'initiative du courant nationaliste est bientôt rattrapée par les événements, devient minoritaire et se radicalise. La priorité absolue est d'abattre le général par tous les moyens, que ceux-ci soient physiques (attentat de Pont-sur-Seine le 8 septembre 1961; du Petit-Clamart le 22 août 1962), ou politiques (putsch des Généraux le 21 avril 1961; législatives de novembre 1962; second tour des présidentielles de 1965 au cours duquel le candidat de l'extrême droite Tixier-Vignancourt appelle à voter Mitterrand contre de Gaulle) (Pervillé 2007).

Fragilisée par l'issue de la crise algérienne, qui entérine l'option du désengagement choisie par le général et désavoue l'option militaire des factieux, l'extrême droite tire des enseignements différents et éclate en trois courants distincts. Le premier persiste et signe dans l'activisme post-OAS à travers la création de groupes tels qu'*Occident* et plus tard *Ordre Nouveau*, qui prônent la lutte ouverte contre les groupes gauchistes tels que la *Ligue communiste* et souhaitent précipiter le renversement du système capitaliste libéral par la subversion et l'action révolutionnaire (Igounet 2014, 26). Le second courant choisit quant à lui de renoncer à l'activisme et à la politique pour s'engager dans le combat d'idées sur le modèle gramscien à travers la création de revues telles qu'*Europe-action* en 1963, *Nouvelle École* en 1968, *Éléments* en 1973 ou encore *Études et Recherches* en 1974 ou par l'organisation de

groupes de réflexion fermés (notamment le *Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne* – GRECE, fondé en 1969, ou plus tard le *Club de l'Horloge*, fondé en 1974). Pour ces « nationalistes » réfléchis, que Venner en 1964 oppose dans son manifeste aux « nationaux » impulsifs, violents et irréfléchis, il s'agit de créer un pôle intellectuel et une nouvelle culture de droite capable de prendre le contrôle intellectuel de la droite française et de s'imposer comme le contre-modèle principal de la gauche post-soixante-huitarde.

Un troisième courant opte enfin pour l'action politique au sortir des présidentielles de 1965 à travers le lancement de structures politiques telles qu'*Alliance républicaine pour les libertés et le progrès* en janvier 1966 ou à travers la tentative de donner à *Ordre Nouveau* (ON) une façade politique sur le modèle du MSI italien vers la fin de la décennie (Perrineau 1997, 19–20). C'est sur cette dernière base qu'est créé le *Front national pour l'Unité française* le 5 octobre 1972 par des membres d'ON. On y trouve d'anciens membres de l'Organisation Armée Secrète (OAS), du parti franciste de Marcel Bucard, des collaborateurs du régime nazi pendant la guerre (Pierre Bousquet) ainsi que des éléments de l'organisation étudiante active *Groupe Union Défense* (GUD). Le Front est loin de regrouper l'intégralité des mouvances d'extrême droite. Il y manque entre autres les royalistes, les solidaristes, ainsi qu'une partie non négligeable des nationalistes/nationaux non-fédérés. Le point commun de tous les courants qui rejoignent le Front National est néanmoins l'opposition viscérale à tout ce que le gaullisme représente de près ou de loin et la volonté d'ouvrir une troisième voie alternative « nationaliste » entre le gaullisme et le communisme (Igounet 2014, 10 ; 31).

De Gaulle n'a-t-il d'ailleurs pas lui-même été le fédérateur de toutes les droites par défaut ? Le chantre national et l'homme fort républicain, inhibant tous les efforts des extrêmes, qu'ils soient de gauche ou de droite, et ceci depuis juin 1940 ? (Rioux 1994, 239) Le choix de nommer Jean-Marie Le Pen à la tête du FN est indirectement lié au départ du Général en 1969, qui laisse les voix gaullistes sans propriétaire exclusif. Des figures du FN tels qu'Alain Robert et François Brigneau, en quête d'efficacité politique, font le choix de privilégier un courant unitaire plutôt qu'une agrégation de mouvances éparses. Ils décident également de « couper » le vin néofasciste trop visible d'ON dans un projet politique plus lisse et acceptable par la droite modérée, ce qui permettrait également par ricochet de neutraliser les concurrents potentiels du FN, comme le projet de *Front commun* de Georges Bidault et de Roger Holeindre, plus connus des Français (Lebourg, Preda & Beau-regard 2014, 77).

Jean-Marie Le Pen, député poujadiste sous la IV^e République et homme expérimenté de la V^eme (il a été directeur de campagne de Tixier-Vignancour en 1965), est choisi en connaissance de cause pour capter les brebis égarées du gaullisme (Kauffmann 2013). Cumulant l'expérience du poujadisme, de l'antigaullisme et du tixiérisme, il peut fédérer les différents courants d'une extrême droite atomisée

(Mayer & Perrineau 1996, 18–19). Il s'impose à la tête du FN autant par défaut que par talent parce qu'il peut être un faire-valoir électoral dont les dirigeants d'ON ont bon espoir de ne pas perdre le contrôle (Camus 1997, 21). Sa tâche en sera facilitée une fois ON et le *Parti des Forces Nouvelles* – ce dernier, dirigé par Alain Robert est un concurrent direct du FN –, définitivement neutralisés en 1973 et 1984.

2.3 *Une fascination trahie ?*

Conclure sur le fait que l'extrême droite française a toujours nourri une haine coriace envers de Gaulle peut tout de même paraître abusif. L'extrême droite ne voit *a priori* jamais d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'un homme à poigne en période de crise. C'est d'autant moins le cas quand ce dernier est le pur produit d'un milieu conservateur et traditionaliste : petite noblesse normande (d'épée) et bourguignonne (de robe) du côté paternel et grande famille industrielle catholique du Nord côté maternel. Ayant connu une enfance où l'on vénérât le trône, l'autel et la patrie, de Gaulle est imprégné du nationalisme terrien de Maurice Barrès et de Charles Maurras, de celui plus mystique de Charles Peguy et d'Henri Bergson, sans oublier les idées du renouveau catholique de René de La Tour du Pin et d'Albert de Mun, le tout façonnant un milieu familial politiquement favorable à l'*Action française* (Lacouture 1984, 15 ; 52–55).

Au moment de la déroute militaire de juin 1940, le colonel de Gaulle éveille un certain scepticisme chez bon nombre d'officiers attirés par les courants nationalistes à cause de ses critiques envers la hiérarchie militaire. Mais sa nomination au poste de sous-secrétaire d'Etat à la guerre le 5 juin 1940 est accueillie favorablement par des groupes comme *Action française*, qui pensent le compter parmi eux (Venner 2010, 32–33). Ceux-ci déchantent d'ailleurs dès l'Appel du 18 juin. On peut faire la même remarque pour la seconde moitié des années 1950 à propos du retour de De Gaulle en politique. La crise qui marque le dossier algérien, après la déroute indochinoise de Diên Biên Phu en 1954 et l'humiliation de l'Affaire de Suez en 1956, impose aux nationalistes l'idée que la déliquescence du régime appelle un changement brutal et définitif du système politique. Jean-Marie Le Pen, jeune député poujadiste, est loin de revêtir les habits de l'antigaullisme primaire lors des élections fondatrices de la Vème République en 1958. Il appuie au contraire activement le retour au pouvoir du Général. Dans sa circulaire électorale du 1er tour en novembre 1958, il rappelle aux Parisiens que le sursaut national du 13 mai et l'arrivée de De Gaulle aux affaires ont balayé des institutions foncièrement mauvaises et convie les Français à s'unir autour de la personne du Général. Le Pen associe l'idée de réforme de l'Etat à celle d'une nouvelle constitution qui pérenniserait un Etat fort.

Des figures de l'extrême droite comme Tixier-Vignancour se retrouvent également dans le choix gaulliste d'institutions fortes et d'un chef de l'Etat incontesté

qui doit trôner au-dessus des partis. Le même Tixier appelait deux ans plus tôt à l'instauration d'un exécutif fort dans une circulaire de campagne électorale. Selon lui, un tel pouvoir aurait raffermi les prérogatives du gouvernement et aurait diminué le poids d'une Assemblée tétanisée par l'impuissance. C'est cette idée qui s'imposera dans la Constitution de 1958. A la critique sans relâche des institutions défaillantes sous la IV^{ème} République succède bien un franc soutien à une nouvelle constitution et à l'homme fort qui l'incarne, d'autant plus qu'il semble comprendre les préoccupations des Français d'Algérie (Rissoan 2010).

Cet accueil favorable de De Gaulle en 1958 est totalement remis en question lorsque la stratégie algérienne du Général apparaît enfin clairement aux défenseurs de l'Algérie française (Nouschi 1994, 27). Comme le souligne Guy Pervillé, celle-ci évolue en un temps record, passant de l'intégrationnisme des premiers mois de 1958 à l'autodétermination puis à l'Algérie algérienne et à la négociation avec le FLN (Pervillé 2013). De Gaulle rassemble le soutien d'une large majorité en métropole sur l'idée de faire la paix par la décolonisation. De dominant en métropole en 1954, le soutien à l'Algérie française se rétrécit constamment pour ne plus compter que la droite la plus extrême en 1961. Se sentant seule à défendre l'Algérie française avec les armes à la main et face à la perspective d'une défaite, celle-ci nourrit une véritable rancœur envers de Gaulle et le gaullisme. L'étendue de cette déception est particulièrement visible chez Dominique Venner :

De Gaulle était certainement l'homme le mieux fait pour permettre un tel redressement, pour réaliser une « révolution nationale » capable de purger la France de tous les vices qui avait conduit à la défaite. Tous semblait l'y préparer, ses origines intellectuelles, sa tradition familiale, son autorité puissante, son habileté politique, son patriotisme inflexible, son tempérament hostile, comme il le dira plus tard, à la « démocrassouillerie ». L'ennui, c'est que le général, malgré un fond d'idées très solide, ne croyait pas à la force des idées ... [...] A une quinzaine d'années de distance, 1944-45 et 1960-62, les deux périodes de gouvernement du général furent marquées par une guerre intérieure où ses aptitudes se révélèrent écrasantes. Dans ces deux circonstances, une logique infernale voulut qu'il s'opposât à des hommes appartenant à sa famille spirituelle. Les traitant en ennemis, il s'appuya pour les vaincre sur les forces les plus contraires à ses valeurs. A deux reprises et successivement, en brisant ainsi ceux qui lui étaient le plus proches, il ouvrait la voie aux germes de la décadence et de la nuit (Venner 2010, 277).

Qu'advient-il de cette opposition d'extrême droite hostile à la politique algérienne de De Gaulle ? Elle survivra à l'extérieur et à l'intérieur même du Front National. Depuis le début des années 1980, le Front National a été le seul parti important où le fait d'avoir combattu pour l'Algérie française et contre le FLN les armes à la main, n'est pas considéré comme un handicap. On y trouve pour cela de nombreux anciens militants de l'Algérie française et de l'OAS. Dans sa version « antisystème » ou « seul contre tous », le FN est longtemps apparu comme le parti de la revanche des pieds-noirs sur la trahison de De Gaulle, même s'il n'a jamais

été le parti de tous les pieds-noirs et que la majorité de ses électeurs n'ont pas tous été pieds-noirs (Pervillé 2013). Cette relation ambiguë envers le gaullisme est loin d'avoir été reléguée aux oubliettes de l'histoire, même si l'électorat frontiste a considérablement changé depuis les années 1970. Revenant dans son *Journal de Bord* du 5 février 2014 sur les rumeurs de gaullisme rampant au sein du FN, Jean-Marie Le Pen affirme haut et clair « [...] qu'il est absolument faux que le FN soit devenu un parti gaulliste... Ça n'est pas du tout la politique du Front National. » Vient ensuite une phrase qu'on peut trouver assez énigmatique : « [...] Le Front National a pendant des années et continue d'être sur la voie du patriotisme, une voie qui ne se confond pas avec la philosophie gaulliste » (Le Pen 2014). Une telle formule suggère que gaullisme et frontisme sont inconciliables à défaut de pouvoir jamais se réconcilier. Dans le meilleur des cas, ils symbolisent deux visions différentes du patriotisme. Dans le pire des cas, ces visions sont totalement antagonistes car elles tirent leur légitimité du *renoncement* (à la chimère colonialiste) dans le cas de De Gaulle et de la *résistance* (à la décadence de la France) dans le cas de l'extrême droite et de son héritier frontiste.

3. Les trois « mutations » du Front National

Comment inscrire une prise de position comme celle de Florient Philipot, actuel vice-président du FN et surtout, comment expliquer celle-ci dans la trajectoire historique du Front National ? Rappelons tout d'abord qu'on a souvent tendance à parler d'une profonde divergence entre la stratégie politique suivie par Jean-Marie Le Pen et celle de sa fille Marine devenue présidente du FN en janvier 2011. Le père aurait été un « fou du roi » préférant davantage troubler le jeu politique que de se lancer sérieusement à la conquête du pouvoir. Il aurait *a contrario* toujours existé chez la fille une volonté réelle de conquérir le pouvoir. Pour certains auteurs, la représentation selon laquelle Marine ait cherché à se débarrasser d'un père président d'honneur du FN devenu un poids trop « encombrant » pour la ligne politique du parti, ne reflète que superficiellement la vérité. Le FN n'a jamais constitué un groupe homogène. Il s'est toujours trouvé en son sein des gens qui étaient là pour défendre des idées et d'autres qui souhaitaient le pouvoir. Il semble d'ailleurs que Jean-Marie Le Pen lui-même ait songé à la possibilité d'obtenir un poste ministériel à la suite des législatives de 1986, où la proportionnelle introduite par la gauche pour affaiblir la droite amène au bout du compte 35 élus frontistes à l'Assemblée nationale (Mestre 2012).

Pascal Perrineau situe quant à lui le début de la stratégie de conquête du pouvoir du FN à 1990, et non à la succession de Marine en 2011. Selon lui, la phase actuelle succède à une première période qui s'est étalée de 1972 à 1990 qui a vu tour à tour *l'émergence*, *l'implantation* et *l'enracinement* du parti. Cette seconde phase

ne constitue pas un « virage politique », mais couronne un effort de vingt ans. Elle résulte au demeurant de la convergence de plusieurs facteurs : 1) une mutation idéologique et politique qui place la question de l'identité nationale au même niveau que celle de l'économie et du social, voire au-dessus ; 2) une opposition entre partisans d'une société multiculturelle et ceux d'une « France française » ; 3) une montée du sentiment national à l'est de l'Europe qui contamine l'Ouest dans les années 1990–2000 ; 4) un mouvement migratoire accéléré vers l'Europe qui amène certains à parler de processus de « colonisation à rebours » et enfin ; 5) un déclin inexorable des partis de gauche et de droite empêtrés dans le manque de résultats face au chômage et dans des scandales politiques à répétition (Perrineau 1997, 64).

Face à un système politique corrompu, « l'établissement », le FN se pose en recours du peuple face aux élites. Le congrès du FN à Nice le 30 mars – 1^{er} avril 1990 pose les jalons « d'une entreprise de renaissance sans laquelle la France peut disparaître ». La stratégie retenue est simple : tablant sur le manque d'espace politique entre le FN et le Parti socialiste, la conquête du pouvoir doit d'abord passer par l'hégémonie sur la droite française. Les succès électoraux engrangés par le FN tout au long des années 1990 et 2000 ne sont jamais venus démentir de telles ambitions. Si l'on peut dire que la conquête du pouvoir a été un but *affiché* par le FN dès le début des années 1990, on note que de profonds désaccords sur les choix idéologiques à suivre pour y parvenir, ainsi que des rivalités d'ordre personnel, ont de tous temps généré de graves tensions au sommet du parti, allant jusqu'à menacer son unité et sa pérennité. L'apparition d'un courant « lepéno-gaulliste » au sein du Front National semble aujourd'hui correspondre à une nouvelle « mue » du parti après une première dans les années 1970–1980 et une seconde dans les années 1990 ayant toutes deux conduit le parti au bord de l'implosion.

3.1 *Années 1970–1980 : droite nationale contre droite nationaliste et révolutionnaire*

La création du FN en 1972 est le fruit de la volonté d'une partie de l'extrême droite française de mettre en sourdine pour un temps, voire définitivement, l'action subversive après l'échec des attentats de l'OAS contre l'indépendance de l'Algérie. Il s'agit de lui substituer la conquête politique du pouvoir par la fusion progressive des composantes éparses de l'extrême droite dans une formation unitaire et pérenne.¹ Cette mutation est loin de faire l'unanimité. Il existe une divergence de fond entre « nationaux » et « nationalistes. » Celle-ci se traduit dans les faits en une lutte entre

¹ Sur la base de précédentes tentatives telles que le *Front national des combattants* en 1957, le *Front national pour l'Algérie française* en 1960 ou encore le *Comité d'initiative pour une candidature nationale* que Jean-Marie Le Pen lance en 1963 à l'occasion des premières élections présidentielles sous le régime de la Vème République en décembre 1965.

partisans du *Front National* et ceux d'*Ordre Nouveau*. Les premiers veulent créer une droite capable d'accueillir tous les vaincus et renégats de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que ceux de la guerre d'Algérie, dans une nouvelle structure qui oserait se revendiquer haut et clair *nationaliste, décomplexée et non-gaullienne*. A l'occasion des élections législatives de 1973, le FN choisit en conséquence de se définir comme l'expression politique d'une droite *sociale, populaire et nationale* (Igounet 2014, 44). Les partisans d'ON ne voient par contre dans la création du FN qu'un expédient susceptible de faire sortir l'extrême droite de la marginalité et de lui assurer une base de repli en cas de besoin, le but ultime demeurant le renversement du système par la révolution (Lebourg, Preda & Beauregard 2014, 5). A cet activisme se mêle la volonté d'un rapprochement avec les partis politiques d'extrême droite italienne et grecque. Les premiers résultats décevants aux législatives de mars 1973 (1,32 % des voix) ravivent les querelles entre activistes d'ON et lepénistes.

Au congrès d'avril 1973, l'ON exige une reprise des actions choc et le retrait d'ON du FN, tandis que Jean-Marie Le Pen entend imposer sa marque au parti en accentuant l'action partisane dans le cadre démocratique. Un meeting houleux organisé à Paris le 21 juin 1973, marqué par de multiples invectives racistes et antisémites et des échauffourées avec des militants de l'ultragauche et la police, se solde par l'interdiction définitive d'ON. Sa disparition plonge le FN dans une période d'instabilité face aux tentatives d'ex-ON de reprendre en main le FN. L'arrivée de François Duprat au FN fin 1973 donne au parti une véritable stratégie. Celle-ci vise à rassembler les composantes d'extrême droite tout en récupérant les déçus de la droite modérée. Le FN propose aux petites formations d'extrême droite déjà implantées au niveau local un corpus idéologique qui serait relativement compatible avec des électeurs de droite plus modérés (Mayer & Perrineau 1996, 24). Il s'agit de faire du FN la charnière d'une future majorité conservatrice.

Cette période troublée s'achève sur un double constat. La lutte entre le FN et ON pour la captation de l'électorat nationaliste trouve bien un point final avec l'expulsion des éléments néofascistes du FN entre 1978 et 1981 et avec la disparition du *Parti des Forces nouvelles* en 1984. Ce dernier avait été créé en novembre 1974 par des ex-ON dans le seul but de contrer l'ascension du FN. Celui-ci est à présent l'unique représentant de l'extrême droite dans le jeu démocratique français. Le FN faillit en revanche à s'imposer au niveau national comme un partenaire de l'UDF et du RPR, malgré des efforts de rapprochement à l'occasion d'élections intermédiaires entre 1983 et 1986 (Floch 2012). Cet échec est attesté par la sortie de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz comme « point de détail » de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1987, qui interdit toute normalisation entre les partis de droite et le FN. Le processus d'ostracisation-auto-marginalisation redouble à la fin des années 1980 à la suite de nouveaux dérapages verbaux Le Pen (sur le ministre de la Fonction publique, Michel Durafour, en septembre 1988).

C'est d'autant plus dommageable que le parti connaît une réelle percée politique (municipales de 1983, européennes de 1984; cantonales de 1985; législatives de 1986 et présidentielles de 1988) qui vient confirmer que le FN peut prendre des électeurs aux partis de la droite, mais aussi de manière plus surprenante à la gauche.

3.2 *Années 1990 : « Union des droites » contre « Ni droite-ni gauche »*

Les années 1990 sont marquées par un contraste croissant entre la progression du FN dans les différents scrutins et l'ostracisme dont il fait l'objet, ostracisme auquel il se condamne lui-même par de nouvelles prises de position douteuses et des choix stratégiques hasardeux. Si Jean-Marie Le Pen demeure le chef incontesté d'un parti qu'il a su consolider, ses méthodes autoritaires et son choix sans compromis du « ni droite ni gauche » accentuent l'isolement du FN. Des critiques s'élèvent jusque dans la direction du parti, dans laquelle l'influence de Bruno Mégret se fait sentir autant dans le style que dans le fond. Polytechnicien, ingénieur des Mines, haut-fonctionnaire et ex-membre du RPR (dont il fut membre du comité central), Mégret rejoint le FN en 1986 et en gravit rapidement tous les échelons pour devenir numéro 2 à compter de 1988. Fin stratège et ancien membre du *Club de l'Horloge*, il souhaite revenir à la vocation initiale du FN, à savoir être un des piliers de la droite française et, pourquoi pas, devenir un jour un parti de gouvernement.

Appuyé par des réseaux politiques rayonnant sur toute la droite et par des résultats électoraux probants (conseiller régional en PACA en 1992; tête des élus au comité central du FN en 1997 et Mairie de Vitrolles la même année), Mégret prend peu à peu l'assurance qui lui permet de prôner le désenclavement du FN par une double stratégie : l'adoucissement de la rhétorique et le rapprochement progressif vers les partis de droite. Cette inflexion, plutôt cooptée par la base du parti, le conduit à être considéré par le clan Le Pen comme une menace pour le « Président » et pour l'identité du parti. L'opposition entre les deux hommes culmine lors des législatives de 1997 suivant la dissolution « auto-infligée » de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac le 21 avril. Entre les deux tours, Le Pen refuse catégoriquement de donner le soutien du FN aux candidats de droite en passe de gagner et ne cache pas préférer une victoire de la gauche, la considérant comme plus acceptable, à celle d'une droite « gauchisée ».

Mégret ne peut envisager une telle alliance contre nature, qui ne peut que gravement miner la réputation du Front. Le FN est pour lui un parti de droite qui ne peut en aucune manière souhaiter l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche. La place du Front demeure en conséquence, et bien sûr sous certaines conditions, aux côtés de la droite, et non en opposition à elle. Mégret voit en outre dans ces accords électoraux un moyen très efficace d'implanter le FN dans les territoires de droite et de le respectabiliser en montrant que ce dernier est capable d'occuper des

responsabilités politiques. Cette opposition frontale amène Mégret à critiquer les choix du président du FN. Cette critique enflamme après plusieurs épisodes médiatiques provoqués par un Le Pen de plus en plus préoccupé à saborder tous les efforts de rapprochement de Mégret en direction de la droite (molestation de la candidate socialiste Annette Peulvast-Bergeal à Mantes-La-Jolie le 30 mai 1997 ; commentaire sur les chambres à gaz lors d'une visite à Franz Schönhuber, ancien nazi notoire à Munich le 5 décembre 1997). La querelle empire par la suite avec le débat sur le choix des têtes de liste FN pour les élections européennes de 1999. Jean-Marie Le Pen, un instant écarté de la course à la nomination pour cause d'inéligibilité, veut faire nommer sa femme tête de liste des européennes à sa place ou à la place du numéro 2 officieux du parti, en l'occurrence Mégret. Ce dernier, écarté du « shadow cabinet » formé par Le Pen au début de 1998 et dénoncé dans sa tentative de rapprochement avec les listes de droite pour les régionales en PACA, finit par poser publiquement la question de la succession de Jean-Marie Le Pen à la tête du FN. En décembre 1998, la suspension de deux lieutenants de Mégret conduit celui-ci à exiger la tenue d'un congrès extraordinaire pour décider de la future ligne du parti, ce que Le Pen refuse. Mégret est démis de ses fonctions de délégué général du parti avant d'en être exclu avec ses partisans. Il provoque une véritable hémorragie au sein du FN en emmenant avec lui la majorité des cadres (Frank Timmermans, Jean-Yves Le Gallou, Serge Martinez), ainsi que 62 secrétaires départementaux et 117 conseillers régionaux. La scission du FN et la création d'un *Front national – Mouvement national* sont entérinées au congrès de Marignane le 23 et 24 janvier 1999. En septembre de la même année, le FN-MN devient un concurrent direct du FN, le *Mouvement national républicain* (MNR). On croirait revenir à l'époque de la rivalité ouverte entre le PFN et le FN.

Opposition de style, mais pas forcément de fond. Car Mégret défend dans les grandes lignes le même corpus idéologique que Jean-Marie Le Pen, puisqu'il en est l'ordonnateur. Il tranche par contre dans les choix tactiques et l'action politique par la volonté de dédramatiser et d'ancrer le FN à droite en vue de conquérir le pouvoir, ce qui ne semble pas être le but déclaré de Jean-Marie Le Pen. Dans un discours prononcé à La Baule quelques mois à peine après la scission, le 2 octobre 1999, Mégret revient largement sur le fossé qui sépare les deux hommes. Il souligne en cette occasion que : « [...] trahir, ce n'est pas seulement renoncer à ses idées, c'est aussi les caricaturer et les exposer à la diabolisation. Trahir, c'est aussi se maintenir égoïstement dans le confort de protestations sans lendemain » (Mégret 1999). Tout comme *Ordre Nouveau* et le *Parti des Forces Nouvelles* dans les années 1970-1980, Mégret échouera à mettre Jean-Marie Le Pen en minorité et à prendre le contrôle du parti. Aux européennes du 13 juin 1999, la liste mégretiste *Mouvement national républicain* n'obtiendra qu'un peu plus de 3 % des voix et aucun député, tandis que celle de Le Pen cumulera 5,69 % et 5 sièges. L'échec mégretiste sera encore plus retentissant aux présidentielles du 21 avril 2002 où le MNR, avec à peine 2,34 % des

votes, doit se résoudre la mort dans l'âme à appeler à voter pour le candidat du FN au second tour.

3.3 *Années 2000 : FN < tous azimuts > vs. FN < canal historique >*

Bruno Mégret a modifié en profondeur la rhétorique du FN dans les années 1990 pour le crédibiliser, le dédramatiser et par la même en faire un partenaire naturel des partis de la droite classique. La question est de savoir ce qu'il adviendra de l'héritage mégretiste. Le premier pan de cette stratégie, à savoir le diptyque crédibilisation-dédramatisation, est repris par Marine Le Pen dans les années 2000 tandis qu'elle gravit les échelons qui la mèneront à la tête du FN au congrès de Tour de janvier 2011. Il s'agit tout d'abord de se démarquer des commentaires du père et d'une partie de la culture historique du Front. Marine Le Pen répète à satiété que le FN n'est ni un parti antisémite, ni raciste, ni xénophobe. Au pouvoir, elle se débarrasse sans atermoiements des militants radicaux qui compromettent sa réputation et son ascendance sur le parti (Albertini & Doucet 2013, 317). Elle se distance une première fois clairement de son père en janvier 2005 à l'occasion d'une sortie plus ou moins voulue de ce dernier dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* sur « l'humanité de l'occupation allemande » pendant la Seconde Guerre mondiale, qu'elle désapprouve en ne siégeant pas au bureau exécutif du parti pendant plusieurs mois (Licourt 2014). Sa condamnation sans équivoque de tout antisémitisme dans une interview au *Point* en février 2011, où elle affirme que le génocide nazi a été le « summum de la barbarie », ferme la boucle et constitue sans doute une rupture définitive avec le discours paternel. La distanciation envers la Seconde Guerre mondiale, le révisionnisme et l'antisémitisme se révèle indispensable pour dépasser publiquement les démons idéologiques du FN et aboutira logiquement à l'exclusion du père par la fille en août 2015, décision qualifiée de « parricide » par les derniers alliés du « Menhir ».

Avocate de formation, la présidente du FN récuse également toute accusation portée contre le Front. Elle a pris pour habitude d'attaquer en justice ses détracteurs pour injures et diffamation et n'hésite pas à présenter le parti en victime de l'intolérance. Ce « retournement des stigmates fascistes, » lui permet de s'incarner en chantre de la République et de la laïcité pour dénoncer tour à tour « l'occupation » des prières de rue musulmanes, le « totalitarisme » de l'Europe, ou les méthodes « antidémocratiques » des médias (Devresse 2011). Des chercheurs expriment cependant le doute que des notions chères à l'extrême droite telles que le pétainisme, l'antigaullisme, la préférence nationale, le retour à la peine de mort, le refus de l'avortement ou encore le natalisme aient été véritablement abandonnées. Il semblerait plutôt que ces thèmes soient utilisés en interne et qu'ils soient mis en sourdine en externe pour ne pas « polluer » l'entreprise de respectabilisation du Front (Wieviorka 2013, 49).

Autre caractéristique du FN « version 2.0 » : le lissage sémantique et stylistique. Dominique Venner, rappelait déjà à ce propos au début des années 1960 : « [...] Qu'il importe de développer partout et à tous les échelons la critique positive de l'action antérieure, de travailler collectivement à la nouvelle définition du Nationalisme. [...] Pleurer le passé ou pratiquer une politique de ressentiment serait allé à l'encontre du but poursuivi » (Venner 1964). De fait, l'anticommunisme primaire et le discours raciste de la fin des années 1960 passent de mode et les conseils prodigués par les futurs cadres de la « Nouvelle droite » sont progressivement mis en œuvre. Le toilettage sémantique est ainsi une priorité de François Duprat dans les années 1970. Disciple de Venner, figure de proue des nationalistes révolutionnaires et second de Jean-Marie Le Pen jusqu'à sa mort en 1978, Duprat a compris que le nationalisme ne peut plus ressurgir sous forme de logorrhée raciste et qu'il a tout à gagner à apparaître sous une forme plus neutre de critique sociale et populaire. Cela le conduit à opérer un premier lissage du vocabulaire frontiste (Lebourg 2001). Parvenir à cette fin nécessite une période socialement difficile, ce qui est le cas de la fin des années 1970, avec la montée du chômage et sa superposition au débat sur l'immigration. Jean-Marie Le Pen n'est lui non plus pas insensible à la théorie gramscienne de l'hégémonie culturelle. Il rappelle dans son livre de 1984, *Les Français d'abord* (Le Pen 1984, 181), que la sémantique n'est pas neutre. Le recours à des expressions trop facilement associables à l'extrême droite nuit au FN. Il soutient pour cette raison l'effort de réécriture de la langue frontiste que lance son second Bruno Mégret au début des années 1990. Ce dernier monte une cellule de propagande chargée de rénover l'image du parti et de reprendre le terrain idéologique perdu dans le débat public, notamment à cause des sorties médiatiques désastreuses de Le Pen (Lebourg & Beauregard, 2012, 168–170). Un document interne faisant état de ce travail montre la volonté d'interdire les mots provenant du vocabulaire marxiste ou de celui des droits de l'homme. Ce document invite aussi à recourir en priorité à trois types de liste de mots : 1) les mots interdits remplacés par des mots à s'approprier ; 2) les mots à utiliser pour des raisons tactiques et enfin ; 3) les mots destinés à illustrer la nouvelle philosophie de l'extrême droite. « Masses » doit être remplacé par « peuples », « classes » par « catégories socioprofessionnelles » ou par « Français actifs qui travaillent » et enfin « lutte » par « combat. » (Plenel 1990).

Marine Le Pen reprend la démarche mégrétiste à partir de 2004–2005. Son équipe s'applique à poursuivre la normalisation de la sémantique frontiste par un nettoyage lexical qui ne remet pas en cause la radicalité du message politique. Le mode paranoïa que sous-jacent du discours frontiste demeure (diptyque problème simple – solution simpliste ; mise en accusation de l'autre ; recherche de boucs émissaires). Il est cependant atténué dans la forme grâce à une série d'artifices relevés par Cécile Alduy et Stéphane Wahnich dans leur étude *Marine Le Pen prise aux mots*. Parmi ceux-ci se trouve le recours à la substitution de termes « Ethnie, » « peuple » et « race » sont remplacés par l'expression « civilisation, » alors que dans le

même temps, « priorité nationale » et « patriotisme social, » moins discriminatoires, seront préférés à « préférence nationale ». C'est également le cas pour « nation, » remplacée par « peuple » ou « patrie, » plus policés, ou bien encore pour « immigrés, » auquel on préfère « politique migratoire, » « immigration » ou encore « étrangers, » perçus comme moins personnels et plus statistiques (Alduy & Wahnich 2015, 90–118).

Marine Le Pen s'évertue également à diversifier les thèmes chers au FN pour élargir son emprise sur le camp des insatisfaits. Cela aboutit notamment à la conversion de forme du FN à la République laïque ou au soutien à l'étatisme économique. Une telle conversion n'est pas neutre. Si le recours à « laïcité » suggère l'acceptation des principes républicains, il n'est en vérité qu'un faire-valoir pour stigmatiser l'islam. La présidente du FN ajoute même une touche plus personnelle en avançant des thèmes relativement nouveaux comme la défense de la liberté sexuelle ou encore celle du droit des femmes. Ceux-ci permettent de souligner la différence de fond entre d'un côté les « Français » et de l'autre les « Musulmans. » Le lissage stylistique du discours FN prend la forme d'une modération des propos et d'une diversification thématique, tandis que les aspects plus xénophobes, comme l'islamophobie ou la critique de l'immigration, sont abordés de manière plus indirecte ou dissous dans des sujets moins polarisants ou choquants pour des électeurs qui n'osent pas encore faire le dernier pas en direction du vote frontiste (ibid., 33). Marine Le Pen en vient même à accaparer le vocabulaire du camp adverse, que celui soit républicain ou de gauche, pour lui faire dire autre chose, comme le montre encore l'utilisation du mot « laïcité. »

L'analyse comparative du vocabulaire de Le Pen-père et de Le Pen-fille indique que les notions de base qui structurent le discours de la seconde recourent largement celles qui caractérisent le premier et que l'aire d'intersection de ces corpus s'inscrit dans les thèmes traditionnels du FN, à savoir le rejet de l'immigration, le nationalisme fermé, la préférence nationale, la violence comme menace et justification d'un rassemblement national interclassiste ou encore le mythe de l'unité, de l'âge d'or, de la décadence ou encore du complot. Le sens profond de ces corpus, si l'on fait abstraction des variations stylistiques, reste le même, ce qui n'accrédite pas la thèse d'une rupture en profondeur chez Marine Le Pen (Alduy & Wahnich 2015, 248–250). On doit cependant admettre que des thématiques classiques de l'extrême droite comme l'antisémitisme, de même que les expressions scandaleuses proférées par Le Pen-père – qui ont contribué à aggraver l'ostracisme du parti –, disparaissent du vocabulaire officiel du FN (Igounet 2014, 448).

Le « marinisme » rompt en revanche avec le mégrétisme s'agissant de la stratégie politique à adopter en direction des partis de droite. Contrairement à l'ex-numéro 2 du parti, Marine Le Pen se refuse à cantonner le FN dans une stratégie d'alliance à droite. Elle souhaite au contraire élargir sa base électorale à gauche non seulement en allant chercher des électeurs qui ont autrefois semblé réfractaires aux idées du

FN, mais aussi en pratiquant de nouvelles OPA sur des idées de gauche. Le mythe de la *gauchisation* du FN n'est pas en soi une nouveauté. L'accent mis sur le coût de l'immigration pour l'économie française ou sur l'insécurité à la fin des années 1980 touche déjà des électeurs de gauche qui se sentent délaissés, provoquant un exode de l'électorat communiste traditionnel vers le Front. Preuve en est la déclaration de Jean-Pierre Stirbois en 1988 selon laquelle : « [...] Ceux qui votent traditionnellement à gauche parce qu'ils s'imaginent depuis toujours que la gauche défend les travailleurs, vont petit à petit comprendre que le mouvement qui défend le mieux les travailleurs français, c'est le Front National » (Beauregard & Lebourg 2011). Trois ans plus tard, Carl Lang succède à Stirbois et explique lors de l'université d'été du FN que le parti doit éradiquer le PC et en récupérer des bouts. Lang affirme encore en 1991 que « [...] Nous devons comprendre ses électeurs et leur expliquer que la vraie réponse sociale, c'est la préférence nationale. L'immigration gêne moins les riches que les pauvres » (Lebourg 2001). Jean-Marie Le Pen, dans un premier temps attentiste, suit ensuite ce mouvement qui semble porteur pour reprendre l'expression « travailleurs » pour la première fois en 1992, annonçant ainsi un virage « social-raciste » du FN. Bruno Mégret, artificier idéologique du parti, grave de son côté l'inclusion du thème social dans le marbre en 1996 par une stratégie à trois piliers ; immigration, sécurité et économie et social. Il s'agit davantage dans l'esprit des dirigeants du Front National de droitiser l'électorat de gauche, c'est-à-dire de l'amener sur le terreau idéologique de l'extrême droite, que de gauchiser son propre corpus idéologique (Soudais 1996, 132).

Les années 2000 actualisent le besoin du FN de réaffirmer sa texture sociale. Des facteurs externes tels que la fin de la division idéologique bipolaire, la généralisation du modèle libéral et l'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe centrale et orientale, ainsi que des facteurs plus internes inhérents aux faiblesses du système politique et économique français (désintérêt pour les partis et les leaders politiques, montée de l'abstention, hausse continue du chômage), altèrent les fondements économiques, sociaux et culturels de la France et ouvrent une voie royale aux visions anxieuses du Front National (Wieviorka 2013, 32). De nouveaux thèmes traditionnellement de gauche sont captés par le FN sous couvert d'apporter une réponse nouvelle et efficace à la misère sociale. Sous l'impulsion de Marine Le Pen et du groupe « Front national jeunesse » qui gravite autour d'elle, le FN se met notamment à promouvoir l'idée « d'insécurité sociale » qui permet de distinguer clairement le FN de la droite classique par cette alliance en un terme entre « chômage » et « insécurité. »

Cet angle d'attaque frontiste se présente tout d'abord sous la forme d'un cri de révolte contre l'abandon de la ruralité. Le FN se pose en défenseur du monde paysan et des petites communes contre les grandes agglomérations. L'accent est porté sur l'insécurité et la disparition des services publics dans les petites communes, ce qui tranche avec l'ultra-libéralisme affiché par le FN jusqu'à la seconde moitié des

années 1980. Cette stratégie est récompensée par un score élevé dans les petites communes, et plus spécialement en périphérie de l'agglomération parisienne. La gauchisation du FN revêt ensuite les habits de la défense d'un monde ouvrier victime d'une élite politique sourde et aveugle à ses souffrances, de la concurrence extérieure sauvage, de l'immigration (légitime ou illégitime) et du naufrage programmé de l'industrie française. Entre 2007 et 2012, le pourcentage d'ouvriers votant Front National grimpe de quatre points à 29 % (Le Bras, 2012). Aux présidentielles de 2012, c'est-à-dire la première fois où Marine Le Pen se présente comme candidate du Front à la présidence de la République, le FN devance la gauche comme la droite chez les ouvriers (29 % des votes contre 27 % pour François Hollande et 19 % pour Nicolas Sarkozy).

Cette « gauchisation » du parti, déjà abordée dans les années 1990 par Nonna Mayer et Pascal Perrineau sous la dénomination de « gauchisme » (Mayer & Perrineau 1996, 350), est soutenue avec retenue par un Jean-Marie Le Pen qui redoute le grand écart idéologique. Ce qui dans le vocabulaire mariniste est qualifié de « recentrage » éveille en fait le trouble chez les défenseurs de la ligne traditionnelle emmenée par Bruno Gollnisch, qui juge une telle stratégie hasardeuse et déroutante électoralement. Le recentrage sera toutefois facilité après les présidentielles de 2002 par la disparition des derniers « Horlogers » du FN (surnoms des mégrétistes en référence à leur appartenance au groupe de réflexion de la Nouvelle droite ; le « Club de l'Horloge »), la mise à l'écart des partisans de Gollnisch, qui prévient de fait toute dérive à droite et enfin par l'entrée dans la direction du FN de nouveaux cadres souvent issus de la gauche souverainiste, voire de l'extrême gauche.

Une bonne illustration d'un tel « remplacement » est la montée en puissance de Florient Philippot au FN. Présenté à Marine Le Pen en 2009, il est nommé directeur stratégique des présidentielles fin 2011 et devient vice-président en juillet 2012. Avec lui, l'immigration et la sécurité sont reléguées au second plan, tandis que les questions économiques et sociales, le patriotisme et la sortie de l'euro occupent les premiers rôles dans une rhétorique bien plus défensive qu'auparavant qui insiste sur le « sauvetage de la France. » Accusé par la vieille garde du parti d'avoir gauchisé le programme économique du FN et aseptisé son discours sur l'islam et sur l'immigration, Philippot incarne pour Marine Le Pen un booster dans son entreprise de rénovation et de dédramatisation du parti frontiste (Albertini & Doucet 2013, 334–335 ; Le Parisien 2015). Son exemple est loin d'être unique. Comme le soulignent Valérie Igounet et Aurélien Legrand : « [...] Plus que jamais, le FN ne veut plus qu'on lui accole l'étiquette d'extrême droite, incompatible avec les ambitions politiques affichées de ses idéologues. Aussi, le parti accueille à bras ouverts ces hommes et femmes passés d'un extrême à l'autre. Leur itinéraire sert évidemment de caution. Leur médiatisation reste également un aspect central ». (Igounet & Legrand 2015). La stratégie de « gauchisation » valide la montée en puissance de Marine Le Pen dans l'appareil du parti et la marginalisation de son père. Le renversement des rôles

a débuté après des présidentielles en demi-teinte de 2007 (10,44 %) emmenées pour la dernière fois par Jean-Marie Le Pen. Elle est aujourd'hui un atout majeur dans la stratégie mariniste de « ringardisation » de l'héritage politique paternel.

Un tel positionnement a un impact sur la relation qu'entretient le FN avec la droite. Bruno Mégret ne croyait pas à une stratégie basée sur « l'alleingang. » Il voulait faire du FN le parti pivot d'une droite « enrichie » du FN. Dans son optique, l'alliance anti-FN entre le RPR et l'UDF qui avait prévalu dans les années 1980–1990 devait être brisée au profit du remodelage de la droite en trois composantes : un centre-droit libéral (UDF), une droite conservatrice (RPR) et une droite nationale (FN). Jean-Marie Le Pen s'est opposé quant à lui à tout effort sérieux pour concrétiser un tel triumvirat. Pour lui, la pérennité d'un FN « originel » implique un FN ostracisé excluant toute alliance à droite. La stratégie politique de Marine Le Pen se situe entre ces deux options. Elle s'est évertuée à sortir le FN de l'ornière de l'extrême droite par la dédramatisation et la « gauchisation » du parti, tout en rejetant toute alliance formalisée avec l'UMP de Nicolas Sarkozy à droite. Elle veut au contraire faire imploser l'UMP – devenue *les Républicains* en mai 2015 –, aujourd'hui composante majoritaire d'une droite orpheline de l'époque RPR-UDF, et obliger celle-ci à se reconstruire autour du FN, et aux conditions frontistes (Crépon 2012, 11).

Cette captation de la droite ne signifie aucunement que Marine Le Pen a définitivement renoncé à ses origines politiques. Celle qui a affirmé un jour assumer « toute » l'histoire du Front National conserve un lexique et une façon de parler hérités de la matrice fondatrice de l'extrême droite française, ce qui lui permet de rester en prise avec les éléments conservateurs du parti. Des néologismes tels que « mondialisation identicide », « Tchernobyl moral » ou encore « voyoutocratie » soulignent bien la différence radicale entre la droite classique et le FN (Wieviorka 2013, 52–53). Si ce « nouveau FN » s'affranchit de l'antisémitisme racialisé qui marquait la période antérieure, il a su trouver de nouvelles cibles idéologiques telles que l'islam et les Musulmans pour faire prospérer son fonds de commerce. Il épouse par là les aspirations d'une partie de la population française inquiète de la montée de l'islamisme radical et de la menace terroriste, laquelle menace est malheureusement confirmée par les attentats de Paris en janvier et novembre 2015 et celui de Nice le 14 juillet 2016.

4. Conclusion : le gaullisme est-il soluble dans le lepénisme ?

Les chocs électoraux du 21 avril et du 5 mai 2002 ont conduit à une double remise en question pour les sympathisants du Front National. Les résultats des deux tours (16,86 % au premier et 17,79 % au second) ont montré la capacité du FN à passer un premier tour, mais aussi son incapacité à accéder au pouvoir. Cette capacité a été d'autant plus réduite que le FN était plus que jamais perçu comme un parti extrême

et antisystème capable de menacer les fondements de la République. Pour sortir de cette ornière, il fallait agir sur les deux points sus-cités en passant progressivement d'une logique *d'opposition* à une logique de *proposition*.

C'est à cette rupture que se sont employées Marine Le Pen et son équipe à partir de 2004–2005, et plus directement encore après la nomination de Marine à la tête du parti en 2011. Sa stratégie a visé à désenclaver le Front National en modifiant son champ sémantique et politique en fonction de l'évolution de l'électorat, tout en effectuant un travail de sape systématique des partis de gauche et de droite. L'espoir de Marine Le Pen réside dans la perspective de faire disparaître dans un même mouvement l'ostracisme dont est victime le FN et une cartographie politique bipartite qui a jusqu'ici causé la défaite frontiste à chaque élection présidentielle. Les résultats électoraux de ces dernières années indiquent qu'elle est en passe d'y parvenir et que le système politique français évolue vers le tripartisme (Stéphan 2015). Mais pour ce faire, elle doit gérer une tension permanente entre une réelle volonté de normalisation et une aspiration tout aussi franche à conserver une forme de radicalité, ne serait-ce que pour créer l'impression d'une offre politique inédite (Dézé 2012, 27).

Cette orientation stratégique et l'extrême flexibilité des options programmatiques du Front National de Marine Le Pen s'adaptent adroitement aux évolutions rapides de la société française. Au niveau idéologique, les valeurs républicaines font toujours l'unanimité auprès des citoyens, mais elles sont ballottées par une série de crises et deviennent si floues dans les consciences qu'il est facile de les détourner et de les instrumentaliser à des fins inverses de leurs fondements éthiques (Crépon 2012, 171). Le « nationalisme total » de Marine Le Pen est à ce titre plus efficace que celui de son père pour « fasciner les foules, » car plus polymorphe et capable de se présenter tour à tour sous un aspect économique, politique, social ou encore culturel.

Ce constat est également valable pour la relation entre frontisme et gaullisme. La force et la faiblesse du gaullisme sont de ne pas être une idéologie, mais plutôt un corpus de valeurs et une pratique politique ancrée dans le réel. Le gaullisme est difficile à appréhender sorti de son contexte historique et assaisonné à toutes les sauces. Bref, il est hautement manipulable. Le marinisme version 2.0, pourtant héritier direct d'une longue lignée d'extrême droite, est quant à lui parvenu à brouiller les cartes et à se présenter comme autre chose qu'un parti d'extrême droite. Le frontisme-marinisme, en tant que politique de dédramatisation et de normalisation du FN, n'a d'autre but que de trouver une nouvelle osmose entre la forme et le fond. C'est d'autant plus aisé que le FN n'est pas le seul parti « d'extrême droite » à procéder à une telle mutation. Ces dernières années ont vu la multiplication de partis semblables au FN dans l'Europe occidentale et orientale. Ils étaient au nombre de 27 en 2010, passant de 4 dans les années 1970 à 7 dans les années 1980, puis à 17 dans les années 1990, pour culminer enfin à 27 dans la décennie 2000–

2010. Ces derniers restent difficiles à appréhender et à qualifier. Sont-ils des partis protestataires, radicaux, populistes ou bien extrémistes ? (Reynié 2011, 141–145). Il n'existe pas de consensus sur ce qui les différencie vraiment, sans doute parce que ceux-ci savent jongler à la perfection avec plusieurs registres idéologiques et politiques à la fois (Taguieff 2012, 39–65).

L'affiliation du frontisme au gaullisme suit la même logique. Elle procède d'un bricolage idéologique paradoxal au Front National version mariniste et de l'évanescence des oppositions idéologiques qui ont structuré le champ politique français pendant le XXe siècle (Crépon 2012, 118). Jean-Marie Le Pen s'est lui-même jadis singularisé par une relation ambiguë au gaullisme. On ne reviendra pas ici sur l'opposition farouche des années 1960–70. A partir des années 1990, Le Pen semble avoir adopté une approche plus décomplexée que certains ont qualifiée de « gaullisme paradoxal, » mais qu'on pourrait aussi bien caractériser de « gaullisme apaisé. » On peut bien sûr se demander si un tel revirement est tactique ou s'il montre une réelle évolution de son rapport au gaullisme (Pervillé 2013). Le Pen a en tous cas plus souvent parlé de De Gaulle qu'auparavant, et plus forcément qu'en mal. Il a même reconnu une certaine fascination pour cette figure historique. Dans une interview de 1995 publiée dans le livre de Christophe Nick sur le coup d'Etat du 13 mai 1958, le président du FN s'ouvre sur sa vision du gaullisme (Nick 2012, 750–755). Il confirme l'existence d'un parallélisme entre la stratégie adoptée par le Général en 1958 pour revenir au pouvoir et la sienne pour conquérir le pouvoir par les urnes. Il faut se souvenir que ce qui a distingué l'approche de Le Pen de celle d'autres leaders de groupes d'extrême droite a été l'acceptation des règles du jeu démocratique. Dans cette interview, Le Pen « réhabilite » quelque peu de Gaulle vis-à-vis de l'extrême droite dans le dossier algérien. Il lui décerne même un brevet de patriotisme, tout en reconnaissant l'océan qui a séparé les deux hommes à propos de l'avenir de la France. Pour de Gaulle, il s'agissait d'une France resserrée sur l'Europe et débarrassée du fardeau colonialiste. Pour Le Pen, c'était au contraire une France intégrant l'Algérie française, rampe de lancement pour le redéploiement de l'influence française vers l'Afrique. Oserait-on évoquer l'existence de fronts renversés dans la vision qu'ont les deux hommes de l'intégration des Algériens dans l'édifice national ? Ce n'est pas vraiment un de Gaulle humaniste et visionnaire que nous dépeint Alain Peyrefitte dans son *C'était de Gaulle*, mais au contraire un homme froid et cynique exprimant sa peur de voir Arabes et Berbères s'installer en métropole une fois devenus Français, Colombey-les-Deux-Églises devant être rebaptisée « Colombey-les-Deux-Mosquées » (Peyrefitte 1994, 53). On voit *a contrario* un jeune député poujadiste qui rappelle le 28 janvier 1958 à l'Assemblée nationale que ce ne sont pas les Algériens qui ont besoin de la France, mais bien le contraire. Jean-Marie Le Pen (Le Pen 1958) propose en fait d'offrir aux Musulmans d'Algérie l'entrée et l'intégration dans une France dynamique, car ceux-ci sont, encore selon lui « la jeunesse de la nation ».

Comme le rappelle l'historien Guy Pervillé, le Le Pen des années 1950–60 ne s'est jamais rallié au gaullisme (Pervillé 2013). Actant d'une divergence profonde, l'ex-président du FN admet cependant une certaine concordance entre les deux hommes à propos du but recherché pour la France (la volonté de préserver l'identité nationale) et une discordance manifeste sur les moyens d'y parvenir. Il a aussi tiré les leçons du comportement du Général dans sa conquête du pouvoir et semble mieux comprendre les motivations profondes de son action politique. On le verra même adopter des accents qui ne sont pas sans rappeler le discours du Général contre les généraux putschistes du 21 avril 1961 dans sa condamnation de la « trahison » de Mégret en décembre 1998. Cette convergence post-historique semble être partagée par d'autres figures de la sphère frontiste. L'éditorial de *National hebdo* du 22 septembre 1995 revendique ainsi un lien de parenté entre « le gaullisme authentique » nourri de Barrès, de La Tour du Pin et de Péguy et « le lepénisme. » Revanche politique et symbolique ou véritable pied de nez à l'histoire ? A l'occasion des élections européennes du 13 juin 1999, le nom de Charles de Gaulle, petit-fils du général, apparaît en seconde place sur la liste du Front National derrière celui moins glorieux de Jean-Marie Le Pen. Cette OPA du FN sur le nom des De Gaulle n'est pas vraiment du goût de la vieille garde du parti, mais a un retentissement médiatique qui annonce déjà une décennie où le recours par le FN au mythe gaullien et son utilisation dans le processus de normalisation du parti iront davantage de pair dans une France où tout consensus national, qu'on le veuille ou non, tire toujours et encore sa légitimité d'une filiation avec le gaullisme.

Des passerelles existent elles entre le souvenir quelque peu suranné du gaullisme héroïque et un « FN-light » qui opèrerait une rupture réelle avec les positions doctrinales choquantes du « Old-school FN ? » Certains l'affirment (Taguieff 2012, 27). Laurent de Boissieu (De Boissieu 2013) relève que plusieurs points du programme de Marine Le Pen convergent avec le gaullisme. Cela vaut pour l'idée d'un retour au septennat ou pour l'usage accru du référendum, même si le Général n'est jamais allé jusqu'à prôner l'avènement d'une « République référendaire. » Cela est également le cas de la proposition d'améliorer la participation du personnel à la propriété dans l'entreprise par l'instauration d'une réserve légale de titres ou de celle de soutenir un « État stratège » aux prises avec une concurrence industrielle globale, montrant ainsi une convergence sur la notion d'interventionnisme étatique. Il n'est pas certain non plus que de Gaulle aurait renié tous les aspects du programme frontiste en matière de politique étrangère. Le général a bien retiré la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966 au nom de l'indépendance nationale, tout comme il s'est opposé aux traités européens de nature supranationale à partir de la CECA en 1951 jusqu'au traité de Rome en 1957. On remarquera cependant que de Gaulle acceptera de composer avec la CEE une fois arrivé au pouvoir, tandis qu'une inconnue de taille subsiste encore quant à la présence de la France dans la zone euro dans le cas où le FN arriverait au pouvoir en 2017 ou

2022 (Albertini 2016). On ne peut totalement rejeter l'idée que de Gaulle aurait pu adopter une ligne politique quelque peu similaire à celle du FN à propos du traité de Maastricht en 1992, du traité constitutionnel en 2005 ou encore de la question du retrait éventuel de la France de la zone euro.

Un tel constat renforce l'idée selon laquelle une porosité entre le gaullisme et le frontisme est possible. On a déjà vu par le passé des transfuges passer au FN. Dans les années 1980–90, ce phénomène a touché des centristes du Parti Républicain. Depuis la reprise en main du FN par Marine Le Pen et la défaite électorale de Nicolas Sarkozy en 2012, le risque d'une hémorragie des élus « Républicains » vers le FN existe. Lors des municipales de 2014, pas moins de treize candidats investis par le FN sont les ex-UMP. D'autres partis de droite non affiliés aux « Républicains » suivent une trajectoire similaire. En février 2015, le mouvement « Agir pour la France, » formé d'anciens cadres du « Rassemblement pour la France » (RPF) de Charles Pasqua et du « Mouvement pour la France » (MPF) de Philippe de Villiers, rallie Marine Le Pen en vue des présidentielles de 2017. Le parti souverainiste « Souveraineté, indépendance et libertés » (SIEL), fondé par l'ancien eurodéputé du MPF Paul-Marie Coûteaux en 2011, est lui aussi devenu un satellite du FN au sein du « Rassemblement bleu Marine » formé en mars 2012. On peut de même imaginer que la « gauchisation » récente du FN parviendra à séduire certains électeurs d'un Front de gauche au message contestataire différent de celui du FN, mais qui ne parvient pas à peser durablement dans le jeu politique en dépit d'une crise économique et sociale qui s'éternise (Alexandre 2015).

Une telle tendance, si elle devait s'affirmer, suffirait-elle à crever le fameux « plafond de verre » électoral qui interdit au Front National l'accès à la plus haute marche du pouvoir ? Rien n'est moins sûr. Mais à oublier la véritable nature du gaullisme et à trop se méprendre sur celle du frontisme, on court le risque de voir le premier devenir un jour l'agent facilitateur du second. Un symbole précurseur d'un tel danger ? Le premier tour des élections régionales de décembre 2015 à Colombey-les-Deux-Eglises – haut lieu du gaullisme et dernière demeure du général –, a vu la liste FN emmenée par Florian Philippot recueillir 42,7 % des suffrages devant les candidats de droite comme de gauche.

Références bibliographiques

- Albertini, D., L'euro, catalyseur des divisions au FN. Libération, 20 janvier 2016.
- Albertini, D. & Doucet, D. (2013) : Histoire du Front national. Paris : Tallandier.
- Alduy, C. & Wahnich, S. (2015) : Marine Le Pen prise aux mots : décryptage du nouveau discours frontiste. Paris : Seuil.
- Alexandre, C. (2015) : La proximité des électors du Front National et du Front de gauche : mythe ou réalité ? In : Observatoire de la vie politique, note n° 7, 1–13.

- Baudinière, C. (2003) : L'extrême droite française de 1944 à 1951 : quelques conditions d'une réapparition publique sur la scène politique. In : *Contre Temps* 8, 51–59.
- Beauregard, J. & Lebourg, N. (2011) : Les numéros deux du Front National (2/4) : Jean-Pierre Stirbois, l'apparatchik. *Le Monde*, 15 juillet 2011.
- Camus, J.-Y. (1997) : *Le Front National. Histoire et analyses*. Paris : Olivier Laurens.
- Camus, R. (2010) : *Abécédaire de l'innocence*. Paris : David Reinharc. Cerny, P. (1980) : *The politics of grandeur ; ideological aspects of the Gaulle's foreign policy*. Bristol : Cambridge University Press.
- Charlot, J. (1970) : *Le phénomène gaulliste*. Paris : Fayard.
- Chevènement, J.-P. (2013) : Comment le FN, parti des anciens collabos et des anciens de l'OAS, pourrait-il devenir un parti gaulliste ? Disponible sur : http://www.chevenement.fr/Comment-le-FN-parti-des-anciens-collabos-et-des-anciens-de-l-OAS-pourrait-il-devenir-un-parti-gaulliste_a1567.html [14.02.2016].
- Crépon, S. (2012) : *Enquête au cœur du nouveau Front National*. Paris : Nouveau monde édition.
- De Boissieu, L., L'inspiration gaulliste revendiquée par le FN irrite l'UM. *LaCroix*, 18 décembre 2013.
- De Boissieu, L. (2013) : L'inspiration gaulliste revendiquée par le FN irrite au sein de l'UMP. Disponible sur : <http://www.gaullisme.net/> [01.09.2015].
- De Gaulle, C. (1959) : *Mémoires de guerre ; Le Salut 1944–1946*. Paris : Plon.
- Devresse, J. (2011) : Les médias et la famille Le Pen : 20 ans d'ambiguïté. Disponible sur : http://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/98252/1/Les%20m%C3%A9dias%20et%20la%20famille%20Le%20Pen_20%20ans%20d'ambigu%C3%A9.pdf [24.07.2015].
- Dézé, A. (2012) : *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?* Paris : Armand Colin.
- Faye, O., FN et croix de Lorraine : un « contresens » pour les gaullistes. *Journal du Dimanche*, 16 décembre 2013.
- Fischer, D. (2009) : *L'homme providentiel. Un mythe politique en République*. Paris : l'Harmattan.
- Floch, A., Droite-FN, l'histoire secrète. *Valeurs actuelles*, 21 juin 2012.
- Girardet, R. (1986) : *Mythes et mythologies politiques*. Paris : Le Seuil.
- Grosjean, B., Le FN pas gaulliste, en fait : Marine Le Pen écrit aux pieds noirs et harkis. *Rue 89*, 12 janvier 2014.
- Grosser, A. (1961) : *La IVe République et sa politique extérieure*. Paris : Armand Colin.
- Hazareesingh, S. (2010) : De Gaulle, mythe national. In : *La Revue Tocqueville* 31(1), 99–116.
- Hoffmann, S. (1974) : *Essais sur la France : déclin ou renouveau ?* Paris : Seuil.
- Houchard, B., L'OPA de Marine Le Pen sur le gaullisme. *L'Opinion*, 24 février 2015.
- Igounet, V. (2014) : *Le Front National ; de 1972 à nos jours*. Paris : Seuil.
- Igounet, V. & Legrand, A. (2015) : La nouvelle plume du FN Paris. In : *Derrière le Front*. 25 février 2015. Disponible sur : <http://blog.francetvinfo.fr/derriere-le-front/2015/02/25/aurelien-legrand-la-nouvelle-plume-du-fn-paris.html> [08.09.2015].
- Kauffmann, G., D'où sort le Front National ? *Huffington Post*, 4 juin 2013.
- Lacouture, J. (1984) : *De Gaulle ; 1. Le rebelle*. Paris : Seuil.

- Lebourg, N. (2001) : L'invention d'une doxa néo-fasciste : le rôle de l'avant-garde nationaliste-révolutionnaire. Disponible sur : <http://www.phdn.org/negation/lebourg2001/praxis.html> [09.09.2015].
- Lebourg, N. & Beauregard, J. (2012) : Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du Front National. Paris : Nouveau Monde.
- Lebourg, N., Preda, J. & Beauregard, J. (2014) : Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre Nouveau. Paris : Fondation Jean Jaurès.
- Le Bras, H., Le FN, parti des ouvriers? Huffington Post, 24 janvier 2012.
- Le Pen, J.-M. (1958) : Discours à l'Assemblée nationale. 29 janvier 1958. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=9JLhlefcXj8> [19.06.2015].
- Le Pen, J.-M. (1984) : Les Français d'abord. Paris : Carrère – Michel Lafon.
- Le Pen, M., L'UMP a « trahi » la vision du général de Gaulle. Libération, 9 novembre 2013.
- Le Pen, J.-M. (2014) : Journal de bord. Nr 350. 5 février 2014. Disponible sur : <http://www.frontnational.com/videos/journal-de-bord-de-jean-marie-le-pen-n350-2/> [01.08.2015].
- Marcot, F. & Oulmont, P. (non daté) : Charles de Gaulle, héros ou grand homme ? Disponible sur : http://classes.bnf.fr/heros/arret/o3_4_3.htm [03.09.2015].
- Mayer, N. & Perrineau, P. (1996) : Le Front National à découvert. Paris : Presses de Sciences Po.
- Mégret, B. (1999) : Pour la nation et la république. Discours au Conseil de fondation du MNR. Disponible sur : http://www.m-n-r.fr/discours99_imprimer.htm [19.05.2016].
- Mestre, A., Le FN n'est plus le même, mais a-t-il vraiment changé ? Le Monde, 20 septembre 2012.
- Mestre, A., Les « marinistes » préparent déjà l'élection présidentielle. Le Monde, 15 décembre 2010.
- Nick, C. (2012) : Résurrection : Naissance de la Ve République, un coup d'Etat démocratique. Paris : Fayard.
- Nouschi, A. (1994) : La France et le monde arabe depuis 1962; mythes et réalités d'une ambition. Paris : Vuilbert.
- Orban, F. (2011) : La France et la puissance : perspectives et stratégies de politique étrangère (1945–1995). Frankfurt am Main : Peter Lang.
- Orban, F. (2015) : Avant et après le Vingt-deux Juillet : quatre décennies de menace terroriste en Norvège. In : Revue d'histoire nordique 18, 199–233.
- Perrineau, P. (1997) : Le symptôme Le Pen ; radiographie des électeurs du Front National. Paris : Fayard.
- Pervillé, G. (2013) : La mémoire de la guerre d'Algérie dans l'extrême droite française : le cas particulier de Jean-Marie Le Pen. Disponible sur : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=311 [17.05.2015].
- Pervillé, G. (2007) : OAS, le terrorisme du désespoir. Disponible sur : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=160 [16.03.2015].
- Peyrefitte, A. (1994) : C'était de Gaulle. Tome 1. Paris : De Fallois et Fayard.
- Philipot, le gourou venu de la gauche. Le Parisien, 15 mai 2015.
- Plenel, E., Le Front National veut créer son propre vocabulaire ; « Les mots sont des armes ». Le Monde, 10 mai 1990.

- Pour les Français, de Gaulle est le président de la Vème République qui a le plus changé notre pays. Sud-Ouest, 7 mai 2011.
- Rémond, R. (1982) : Les droites en France. Paris : Aubier Montaigne.
- Reynié, D. (2011) : Populismes : la pente fatale. Paris : Plon.
- Rioux, J.-P. (1994) : Des clandestins aux activistes (1945–1965). In : Winock, M. (red.) : Histoire de l'extrême droite en France. Paris : Seuil.
- Rissoan, J.-P. (2010) : Marine Le Pen, le FN et le gaullisme. Disponible sur : <http://www.jprissoan-histoirepolitique.com/articles/retours-sur-l-histoire-de-france/iveme-republique/marinelepenlefnetlegaullisme> [11.06.2015].
- Soudais, M. (1996) : Le Front National en face. Paris : Flammarion.
- Stéphan, B., Jean-Yves Camus : « Une France éclatée et tripartite ». La Montagne, 11 décembre 2015.
- Taguieff, P.-A. (2012) : Le nouveau national-populisme. Paris : CNRS éditions.
- Venner, D. (1964) : Pour une critique positive. Disponible sur : <http://dissibooks.net/2013/09/27/dominique-venner-pour-une-critique-positive-1964/> [11.02.2015].
- Venner, D. (2006) : Histoire critique de la Résistance. Paris : Pygmalion.
- Venner, D. (2010) : De Gaulle; la grandeur et le néant. Paris : Editions du Rocher.
- Wieviorka, M. (2013) : Le Front National, entre populisme et démocratie. Paris : Editions de la maison des sciences de l'homme.
- Winock, M. (1994) : Histoire de l'extrême droite en France. Paris : Seuil.